

Steve Jermy : l'Ukraine, le suicide de l'Europe et la crise énergétique mondiale

Le commodore de la Royal Navy Steve Jermy a commandé des navires de guerre au sein du 5e escadron de destroyers et de l'aéronautique navale britannique. Il a servi pendant la guerre des Malouines ainsi que dans l'Adriatique lors des campagnes de Bosnie et du Kosovo. Il a ensuite pris sa retraite, après une mission opérationnelle, en 2007, alors qu'il était directeur de la stratégie à l'ambassade britannique en Afghanistan. Il est l'auteur du livre : « Strategy for Action: Using Force Wisely in the 21st Century ». Substack de Steve Jermy : <https://stevejermy.substack.com/> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Nous recevons aujourd'hui le commodore de la Royal Navy Steve Jermy, qui a commandé des navires de guerre au sein du cinquième escadron de destroyers et de l'aéronavale britannique. Il a également occupé des fonctions telles que directeur de la stratégie à l'ambassade britannique en Afghanistan. Je vous recommande vivement son Substack, dont j'ai mis le lien dans la description. Merci encore, Steve, de revenir parmi nous.

#Steve Jermy

Oui, c'est un plaisir de vous retrouver, Glenn. J'apprécie toujours nos conversations. Il semble que nos expériences différentes se complètent de manière très utile.

#Glenn

Je suis d'accord. Aujourd'hui, je voulais vous interroger un peu sur la guerre en Ukraine. Elle prend une tournure intéressante. Enfin, je dirais qu'elle devient incontrôlable. Autrement dit, l'OTAN semble intensifier fortement l'escalade. Mais si l'on écoute notre appareil politico-médiatique, nous, c'est-à-dire l'OTAN, ne serions apparemment même pas partie prenante à la guerre. J'ai donc le sentiment que nous avançons comme des somnambules vers un désastre. Mais on voit aussi désormais la possibilité que la guerre contre l'Iran et la guerre en Ukraine finissent par se rejoindre. Et la guerre elle-même semble maintenant se concentrer de plus en plus sur des cibles économiques, principalement l'énergie, mais aussi les routes maritimes. Alors voilà, c'est une question assez vaste,

mais selon vous, vers quoi allons-nous ? Parce que la guerre, encore une fois, dure depuis quatre ans et demi, mais elle continue de changer de nature.

#Steve Jermy

Oui, je pense que je peux commencer à entrevoir — et je me trompe peut-être, Glenn, on verra — les derniers contreforts de cette guerre, et les dernières façons dont elle pourrait se terminer. On peut les explorer, en quelque sorte. Mais je commence à me demander si, en fait, 2027 pourrait être l'année où la guerre entre la Russie et l'Ukraine prendra fin. Là encore, peut-être pour des raisons très similaires. Mais sur la situation actuelle, je pense que vous avez raison. Je m'inquiète de la manière dont l'OTAN intensifie l'escalade tout en prétendant ne pas faire partie de la guerre. Enfin, elle en fait clairement partie, dans la mesure où elle fournit des armes.

Les E3 en particulier — c'est-à-dire le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne — mènent la charge en fournissant des armes capables de frapper à longue distance sur le territoire russe. Et ils le font en pariant, selon moi, sur le fait que la Russie ne répondra pas. Ce n'est pas une très bonne façon d'aborder les choses. Je pense que l'un des problèmes, c'est que les Européens, et d'ailleurs l'Occident en général, n'ont pas fait ce que le général von Clausewitz disait toujours qu'il fallait faire : comprendre correctement la nature de la guerre. Ils pensent que cette guerre est devenue, d'une certaine manière, une négociation, parce qu'ils ont été guidés par un récit politique. Les objectifs de l'Occident n'ont cessé de changer et diffèrent selon la personne à qui vous parlez.

Alors que les objectifs des Russes sont clairs. Pour les Russes, tout tourne autour d'une guerre existentielle. Et dans cette guerre existentielle, ce qui les intéresse avant tout, c'est la sécurité de la Russie. Pour les Européens, les objectifs changent beaucoup. Pour les Américains aussi, ils changent beaucoup. Nous avons vu l'étude de la RAND, « Extending Russia », qui évoque le démembrement de la Russie. Nous avons entendu Kaja Kallas parler de l'écèlement de la Russie. Mais je ne peux m'empêcher de penser que la manière dont l'Occident agit en ce moment consiste à voir la guerre comme une négociation par les armes. Et qu'en escaladant, ils finiront par contraindre les Russes à revenir à la table des négociations.

Et je pense que c'est une erreur, parce que je pense que les Russes, il me semble, ont décidé que les négociations n'en valaient pas la peine. Ils ont essayé. Les Européens ont fait certaines choses particulièrement déroutantes. Enfin, pas déroutantes. Elles semblent plutôt relever de l'incompétence : organiser deux conférences pour mettre réellement fin à la guerre sans qu'un des belligérants y soit présent. Je veux dire, comment cela peut-il avoir le moindre sens ? Mais ce qui m'inquiète dans cette guerre — et je reviendrai dans un instant à la situation tactique —, c'est l'escalade qu'elle entraîne, avec la menace de tirer des armes assez puissantes sur la Russie. Et la question est de savoir si les Russes vont répondre ou non.

Les Européens disent aussi : « Nous voulons être prêts pour la guerre d'ici 2030. » C'est pour cette raison que j'ai écrit un article sur mon Substack. Je pense que vous le connaissez. Il s'intitule « La

guerre à venir avec la Russie ». Et dans cet article, j'ai effectivement présenté un scénario sur la manière dont cette guerre pourrait se dérouler. Et il suffit de dire que ça ne se déroule pas du tout bien pour l'Europe. Je pars de l'hypothèse que les Russes détruisent les installations de production des armes que les Européens développent, qu'ils finissent par neutraliser ces installations de production en Europe. Et puis, d'après ce que je peux voir, il est peu probable que les Américains se joignent au conflit. L'article 5 est assez superficiel. Il n'engage personne à faire la guerre au nom de qui que ce soit qui serait attaqué.

Une attaque contre l'un d'entre nous est une attaque contre nous tous. Mais cela dit, une attaque contre l'un ne veut pas dire que tout le monde réagit de la même manière. Cela veut dire que chacun fait ce qu'il estime être le mieux. Et je pense que si j'étais en Espagne, par exemple, je me dirais : « Je ne veux avoir aucune part dans cette guerre. » Donc, vous savez, l'article 5, c'est très bien. Mais je crois que le vrai problème, c'est d'accepter ce scénario. Et je voulais exposer ce scénario parce que tout le monde parle de se préparer à la guerre, mais personne ne parle de la manière dont cette guerre se déroulerait. Et tout le monde parle de 2030 comme échéance pour la guerre. Mais personne ne semble s'être dit que les Russes, s'ils nous entendent parler de nous préparer à la guerre et d'être prêts à faire la guerre d'ici 2030, ne vont pas rester tranquillement à attendre que nous soyons prêts à entrer en guerre contre eux.

Je veux dire, ils répondront sûrement. Mais je pense que, d'après ce que je peux voir, l'un des facteurs déterminants de la guerre aujourd'hui, c'est la défense aérienne. J'ai d'ailleurs écrit un autre article sur mon Substack, consacré aux principes de la défense aérienne, parce que vous avez reçu Ted Postol sur votre Substack, Glenn. Je suis un grand admirateur de son travail. Pour ceux de vos auditeurs qui ne le connaîtraient pas, c'est un professeur au MIT. J' imagine que c'est un physicien ou un ingénieur. Mais, en substance, il affirme que les systèmes occidentaux de défense aérienne sont inefficaces. Dans mon parcours, j'ai notamment commandé un destroyer, un destroyer de défense aérienne. C'est donc un domaine dans lequel j'ai une expertise.

Et dans l'article, j'ai justement expliqué à quoi ressemble réellement la défense aérienne. C'est une bataille qui évolue très vite. Et si l'attaquant parvient à saturer les défenses aériennes, il devient alors très difficile de riposter. À l'heure actuelle, nous sommes dans une situation où nous pouvons abattre des drones. Nous pouvons abattre des missiles de croisière. Pas avec une efficacité de cent pour cent dans les deux cas, mais nous pouvons les abattre. Notre efficacité contre les missiles balistiques conventionnels est limitée. Ted Postol l'estime à environ trois pour cent pour les batteries Patriot. Contre les missiles hypersoniques, nous n'avons absolument aucune défense.

Donc, si vous mettez tout cela ensemble dans une attaque de saturation, nous sommes essentiellement sans défense. Et, en plus, toutes les batteries Patriot que nous envoyons à l'Ukraine sont, en pratique, inutiles. Je suis sûr que c'est l'une des raisons pour lesquelles Zelensky parle justement aux États-Unis d'une sorte de cessez-le-feu dans les airs. Et je suis sûr que les Russes

diront non. Je veux dire, pourquoi diraient-ils oui ? En ce moment, ils gagnent. Ils gagnent dans les airs. Ils dominent complètement les défenses aériennes ukrainiennes. Bien sûr, ils doivent s'inquiéter des attaques en profondeur sur le territoire russe. Et ils gagnent aussi sur le champ de bataille.

Il me semble donc que nous nous rapprochons d'une phase plus décisive de la guerre. Et si nous pouvons surmonter la question de l'utilisation d'armes pour frapper profondément en Russie — et je pense que nous y parviendrons — c'est parce que, je pense, après un certain temps, les Européens commenceront à se dire que les risques liés à cela sont trop grands. Ils sont trop grands pour que nous puissions les assumer durablement, en raison des dégâts qui seraient causés à nos économies européennes si nous entrions en guerre avec la Russie, parce que ce serait une défaite. Et je commence à penser, en réalité, que ce qui mettra probablement fin à cette guerre, Glenn, ce sera l'économie, compte tenu de ce qui se passe dans le secteur de l'énergie. Et, Glenn, je peux en parler davantage si vous le souhaitez, Glenn.

#Glenn

Oui, ce serait bien. Mais je continue de réfléchir à la façon dont la diplomatie est utilisée ici. Parce que vous avez dit que les négociations, et la diplomatie en général, ont été assez déplorables. Et on le voit maintenant dans les discussions sur le type de paix que nous pourrions vouloir avec les Russes. On dit qu'on aimerait limiter les frappes aériennes, parce que les Russes dominent dans les airs. Et maintenant, certains disent qu'il faudrait peut-être rétablir l'accord sur les céréales, ou instaurer un cessez-le-feu en mer Noire. On ne disait pas ça il y a deux semaines, quand les Ukrainiens frappaient des navires russes. Mais dès lors que les Russes imposent un blocus aux ports ukrainiens, faisant de l'Ukraine un pays de facto enclavé, alors là, on veut la paix. On a l'impression qu'à chaque fois, la paix n'est pas une fin en soi. C'est toujours un moyen d'arriver à une fin, et cette fin, c'est de vaincre la Russie. Et cela présente beaucoup de similitudes avec l'Iran.

Je veux dire, si l'on regarde l'Iran, la guerre en Iran, les négociations ont été utilisées de manière tellement trompeuse. C'était juste un moyen de faire baisser la garde aux Iraniens avant de les frapper. Mais avec l'Ukraine aussi, on voit la même dynamique : le sabotage des négociations de paix, que ce soit Minsk, Istanbul, les quatre ans et demi de boycott de la diplomatie par les Européens, alors même qu'ils savent que c'est l'architecture de sécurité européenne qui est à l'origine de ce conflit. Et puis, comme vous le disiez, on organise de temps en temps des sommets pour la paix, sans même inviter l'autre partie, les Russes. Je veux dire, ça fait quatre ans et demi qu'on observe cela. C'est assez absurde, mais c'est devenu la norme. Je peux comprendre pourquoi les gens ne font plus confiance à la diplomatie, parce qu'elle est simplement perçue comme une tactique, comme une façon de tromper l'adversaire afin de façonner le champ de bataille de manière plus favorable. Mais enfin, je sais que vous alliez dire...

#Steve Jermy

Oui, je ne pourrais pas être plus d'accord. Ce serait formidable de revenir réellement à la diplomatie, à la fin. Mais ce que je dirai, c'est que les Russes comme les Iraniens ne font désormais plus confiance à l'Occident. C'est la conséquence de notre manière d'agir ces dernières années. Et, dans ces conditions, pourquoi voudraient-ils s'engager dans des discussions diplomatiques s'ils savent que tout accord qui en sortirait ne sera pas respecté ? On l'a vu avec les Iraniens et le protocole d'accord. Presque immédiatement après sa signature, les Américains se sont retirés du protocole d'accord. Comme vous l'avez dit, on l'a vu avec les accords de Minsk. Nous savons que Merkel et Hollande ont déclaré publiquement que les accords de Minsk n'étaient qu'un moyen de permettre à la Russie... Mais la France, l'Allemagne et l'Europe n'ont jamais eu l'intention de respecter les accords de Minsk, plutôt de donner un peu de répit aux Ukrainiens.

Et nous savons aussi que les Américains se sont retirés non pas d'un, mais de tous les accords nucléaires, qui avaient été élaborés avec tant d'intelligence et de soin. Et ils s'en sont retirés unilatéralement. La question est donc la suivante : pourquoi, et pour quelle raison, qui que ce soit s'attendrait à ce que les Russes et les Iraniens fassent confiance aux Européens et aux Américains ? Je veux dire, je comprends parfaitement leur situation. Cela dit, je pense que nous commençons à voir une convergence de questions énergétiques qui est en train de faire évoluer les choses. Et si cela n'a pas encore changé les mentalités, je pense que cela va commencer à modifier la façon dont les gens envisagent le sujet. C'est ainsi que l'énergie influence aujourd'hui l'économie. Comme vous le savez, j'ai passé les quinze dernières années dans le secteur de l'énergie offshore. Je suis donc devenu un passionné d'énergie, et j'y ai gagné.

J'ai bien peur de devoir dire que, lors de ma première carrière dans la marine, nous parlions de « cécité maritime ». C'est-à-dire que les gens ne comprenaient pas vraiment la mer ni ce qui s'y passait. Aujourd'hui, je parle de « cécité énergétique ». Beaucoup de gens ne comprennent pas correctement l'énergie, ni à quel point elle est essentielle aux sociétés industrielles modernes. Elle leur est effectivement indispensable. Certaines des choses que nous avons faites dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine aggravent la situation, et il était prévisible qu'elles l'aggraveront. La première a été d'imposer des sanctions sur le pétrole russe. La conséquence, c'est que les prix de l'énergie ont commencé à augmenter dès 2022, sans impact significatif sur l'économie russe.

Personne, en dehors de l'Occident, ne respecte réellement les sanctions, parce que ce n'est pas dans son intérêt national. Pourquoi voudriez-vous vous priver des hydrocarbures russes de haute qualité ? C'est une vraie question, que l'Union européenne devrait, selon moi, se poser. Pourquoi voudriez-vous vous priver de quarante pour cent de votre gaz venant de Russie, et de quarante pour cent de votre produit raffiné essentiel, le diesel, venant de Russie ? Et nous en subissons les conséquences dans les mois à venir. La deuxième chose que nous avons faite plus récemment, bien sûr, c'est de fournir à l'Ukraine les armes lui permettant de frapper loin à l'intérieur de la Russie et d'avoir un impact sur les systèmes pétroliers et d'hydrocarbures russes. Et, bien sûr, l'une des conséquences, c'est que la Russie a réduit ses exportations.

Et bien sûr, le pétrole et le gaz sont des matières premières exportables interchangeableables. Donc, si les exportations diminuent, les prix augmentent aussi. Et bien sûr, la troisième pièce de ce puzzle, c'est la fermeture du détroit d'Ormuz, qui retire du marché quelque part autour de treize millions de barils de pétrole par jour, sans même parler du gaz. Le gaz naturel va forcément avoir un effet catastrophique sur l'économie mondiale. Je pense que, sur cette question précise, ce qui m'a surpris, c'est le temps que cela a pris. Mais je crois que nous le comprenons mieux maintenant. Les principaux facteurs qui expliquent le délai entre, d'un côté, la fermeture du détroit d'Ormuz et, de l'autre, l'apparition des conséquences, tiennent à plusieurs éléments. Le premier, c'est le décalage inhérent au système énergétique mondial. Ainsi, un navire qui part du détroit d'Ormuz pour les États-Unis met environ deux mois. Il faut environ un mois pour atteindre le Royaume-Uni ou l'Europe. Là encore, il y a donc ce décalage initial.

Le deuxième élément, c'est le niveau des stocks dans le système, qui s'ajoute au décalage systémique. Mais ces stocks, selon nous, sont presque épuisés. Le troisième, ce sont les réserves stratégiques de pétrole. Là encore, elles ont été fortement entamées. Je crois que les Américains en sont maintenant à environ vingt pour cent. C'est le chiffre que j'ai en tête, de cet ordre-là. Et le quatrième élément, que personne n'avait vraiment anticipé ni pleinement compris au départ, c'est la forte réduction par la Chine de ses importations d'hydrocarbures. Là encore, le chiffre que j'ai en tête est d'environ cinq millions de barils par jour. Et cela a évidemment atténué le choc, avec la capacité de l'Arabie saoudite et d'autres pays à exporter, ou à augmenter leurs exportations, via la mer Rouge et les oléoducs qui y mènent.

Mais tôt ou tard, ces effets vont nous atteindre. Et j'ai le sentiment que ce sera désormais plus tôt que tard, parce que je ne vois pas d'où pourrait venir davantage de pétrole et de gaz nouveaux. C'est très intéressant aussi : si l'on regarde les prix du pétrole et du gaz, prenons simplement le WTI ou le Brent, le West Texas Intermediate ou le Brent, on les voit maintenant augmenter. Et bien sûr, certains ont souligné qu'ils étaient restés relativement bas. La question de savoir s'il y a eu des opérations d'initiés pour tenter de maintenir ces prix bas reste ouverte. Je pense que c'est une vraie question. Ça ne me surprendrait pas que ce soit le cas. Mais, bien sûr, ces prix sont en réalité des prix à terme, et non pas ce que les gens paient réellement pour acheter un baril de pétrole.

Et cela m'a fasciné. C'est ce qu'on appelle les fissures. Mais je dois dire que j'ai été fasciné en discutant avec un collègue singapourien le mois dernier. Il m'a dit qu'à Singapour, ils achetaient du pétrole singapourien à deux cents dollars le baril. Cela m'a surpris. C'est un montant énorme. Si on atteint ce genre de niveaux, alors le prix de tout va augmenter. Les régions les plus touchées seront l'Europe et l'Asie, l'Asie de l'Est. L'Asie de l'Est est une grande importatrice. Les deux pays les mieux protégés sont le Japon et la Chine, car ils disposent tous deux d'importantes réserves stratégiques de pétrole. Mais beaucoup d'autres pays sont très vulnérables.

Et l'autre région la plus vulnérable, c'est l'Europe. Vous savez, en dehors de votre pays et, dans une moindre mesure, du mien, l'Europe est un grand importateur d'hydrocarbures. Cela représente environ douze millions et demi de barils de pétrole par jour. Et d'où viennent-ils ? J'ai déjà vu passer

des informations faisant état de vraies inquiétudes concernant le gaz naturel cet hiver, ce à quoi je m'attendais. Et je m'attends à voir les prix du pétrole commencer à augmenter à partir de maintenant. Et l'Amérique n'est pas à l'abri non plus. L'Amérique importe environ six millions de barils de pétrole brut par jour. Et c'est un problème systémique, parce qu'il s'agit du bon type de brut, contrairement aux bruts plus légers qu'ils produisent.

Et ils en ont besoin pour pouvoir réellement produire. Je veux dire, ils sont exportateurs nets de produits raffinés, mais importateurs nets de pétrole brut et d'autres produits. Donc, pour toutes ces raisons, ce que je m'attends à voir dans les prochains mois, peut-être dès le mois prochain, c'est une hausse tendancielle des prix du pétrole et du gaz. Et cela aura forcément un effet sur les économies. Les effets ne se voient pas immédiatement dans l'économie, parce que la plupart des indicateurs économiques sont des indicateurs retardés. Mais ils finiront par apparaître, probablement environ trois mois plus tard. Mais, vous savez, prenons le diesel, le carburant auquel je reviens toujours. Si vous retirez le diesel des infrastructures énergétiques d'un pays, vous vous exposez à de gros problèmes.

Le diesel fait fonctionner tous nos tracteurs. Il fait fonctionner toutes nos machines agricoles. J'ai grandi dans des fermes, puis je suis parti en mer. Et puis, bien sûr, le diesel fait aussi fonctionner tous nos navires de pêche, ou presque. Donc, évidemment, vos systèmes alimentaires sont immédiatement menacés. C'est le pilier de la logistique, de la logistique routière. Il alimente un bon nombre de réseaux ferroviaires. Il alimente toute la logistique, tout le secteur de la construction, qui utilise presque entièrement des engins de type JCB et ce genre de machines. C'est aussi le cas de l'industrie minière, et d'une grande partie de nos capacités militaires. Le kérosène est un distillat moyen, assez proche du diesel, et c'est essentiellement le carburant de l'aviation. Et bien sûr, si vous pouvez me dire comment faire rouler un char sans diesel, je suis preneur.

Mais je peux vous dire que nous ne le ferons pas avec des panneaux solaires ou des batteries. Le diesel est donc le carburant essentiel. Et si vous commencez à le retirer de l'économie industrielle moderne, vous allez droit aux ennuis. Et si vous n'avez aucune autre source de diesel, alors là, vous allez vraiment droit aux ennuis. Je dirais donc que l'Europe est très vulnérable. Si cela se confirme, nous commencerons alors à voir les conséquences apparaître dans l'économie, en particulier en Europe, mais aussi aux États-Unis. Et je pense que cela pourrait avoir un impact majeur sur la politique étrangère des deux régions vis-à-vis de ces deux guerres. Il n'est pas dans notre intérêt de laisser nos économies s'effondrer parce que nous nous sommes coupés d'hydrocarbures essentiels, dont nous avons encore besoin.

Et donc, j' imagine qu'en réalité, quand les gens commenceront à voir leurs économies entrer en récession, et qu'il semblera que cela ne fera qu'empirer, ils regarderont d'un mauvais œil l'idée de dépenser davantage d'argent en Ukraine pour soutenir une guerre perdue, ou de fournir le moindre soutien des États-Unis pour poursuivre une guerre qui, en réalité, nuit à leur propre économie et à l'économie du reste du monde, à cause de la fermeture du détroit d'Ormuz. Je soupçonne donc que ce sera l'économie qui mettra fin aux deux guerres. Et, bien sûr, le problème, c'est que même si

nous parvenons à des solutions diplomatiques pour les deux conflits, les délais propres au système feront que les choses empireront encore, même après la fin définitive des deux guerres, avant de s'améliorer. Cela tient aux dégâts causés au système économique, et au fait que le système énergétique mondial, en particulier le système pétrolier, mettra des mois à se rétablir.

Je serais surpris si ce que je pense va se produire se produit, si nous parvenons à revenir à une situation à peu près comparable à celle d'avant les guerres en moins d'un an. Et je ne serais pas surpris qu'on ne le voie pas avant la fin de deux mille vingt-sept. Le décalage est considérable. Et je connais au moins un commentateur, Art Berman, un géophysicien américain que je suis, qui pense simplement qu'une partie des dégâts sera permanente. Donc, je pense que c'est ce qui mettra fin aux deux guerres, probablement l'an prochain. Mais quand cela mettra fin aux guerres, nous ne nous retrouverons pas dans une situation que qui que ce soit d'entre nous apprécierait.

#Glenn

Eh bien, l'Europe semble particulièrement vulnérable, comme vous l'avez dit, parce que les trois règles de la sécurité énergétique, c'est : diversification, diversification, diversification. C'est l'essentiel. Les Européens ne l'ont pas vraiment fait. Et on l'entend dans leur langage quand ils célèbrent de nouvelles sanctions contre la Russie, en expliquant qu'ils se coupent d'un fournisseur. D'habitude, on veut avoir davantage de fournisseurs pour, encore une fois, diversifier. Mais là, ils réduisent le nombre de fournisseurs en se coupant de la Russie. Et ils présentent cela comme une bonne chose pour la sécurité énergétique, ce qui est assez absurde.

Mais je pense qu'on n'est pas forcément au bout de l'escalade, en termes de gravité de la situation. Parce que ça a commencé avec la destruction de Nord Stream. Les Européens ont un peu détourné le regard, ont fait semblant pendant un temps que c'était la Russie. Ensuite, bien sûr, ils ont imposé des sanctions à la Russie, ce qui a davantage isolé les Européens. Puis, bien sûr, les Européens soutiennent aussi désormais des attaques contre les infrastructures énergétiques russes, ce qui crée de nouveaux problèmes pour les marchés mondiaux. Ensuite, il y a la guerre contre l'Iran, qui frappe l'Iran, évidemment, mais les États du Golfe voient eux aussi leurs installations énergétiques prises pour cible. Et nous constatons maintenant un accès limité à la mer Noire.

Ensuite, bien sûr, il y a le détroit d'Ormuz. Aujourd'hui, le Yémen bloque en partie la mer Rouge. Et en voyant ces images spectaculaires de l'explosion dans l'Essex, au Royaume-Uni — je ne dis pas que la Russie est derrière ça — je me suis quand même dit que, si j'étais au Kremlin, c'est le genre de cible que je viserais. Car, à Moscou, un consensus grandissant estime qu'il est très dangereux de ne pas riposter, étant donné que l'effondrement de la dissuasion russe est désormais considéré comme une menace majeure, sinon la principale, pour la sécurité internationale. Autrement dit, les autres pays devraient craindre les grandes puissances.

On ne peut pas simplement attaquer la plus grande puissance nucléaire du monde sans avoir la moindre inquiétude. À un moment donné, sans dissuasion, il ne reste que la guerre. En réalité, l'

inaction devient plus problématique, ou plus dangereuse, que l'action. Si la Russie ne peut plus rester les bras croisés sans rien faire pendant que l'OTAN attaque, on peut supposer qu'à un moment donné, elle monterait d'un cran sur une sorte d'échelle de l'escalade. Je ne sais pas si ce serait un sabotage similaire, ou si ce serait simplement... Parce que j'ai aussi vu la frappe qui a touché le consulat honoraire de Lettonie à Sloviansk, et je me suis dit : eh bien, ça...

#Glenn

C'est une première étape prévisible, j'imagine, si l'on veut gravir l'échelle de l'escalade, parce que ce n'est pas le territoire souverain d'un pays de l'OTAN. Mais ensuite, on frappe là, puis on monte encore un peu d'un cran, un peu comme l'OTAN l'a fait face à la Russie. Mais ma question, je crois, c'est la suivante : si on en arrive au point où, de manière clandestine ou ouverte, les Russes frappent certaines infrastructures énergétiques européennes, à quoi cela pourrait-il ressembler ? Parce que, eh bien, elles sont moins résilientes qu'en Russie. Autrement dit, les Européens semblent bien plus vulnérables. Oui, il y a quelques cibles. Je pense à mon propre pays, la Norvège. C'est un tout petit pays. Il fournit beaucoup de gaz aux Britanniques et aux Allemands. Encore une fois, ce n'est pas un plaidoyer, je le précise pour que les journalistes ne me tombent pas dessus. Mais je dis simplement que nous sommes dans une position très vulnérable. Et c'est assez étrange que nous soyons prêts à provoquer à ce point, alors même que nous sommes vulnérables.

#Steve Jermy

Oui, je suis d'accord. Je pense que l'un des problèmes, Glenn, c'est que toute la stratégie occidentale... enfin, parler de stratégie est déjà trop flatteur, parce que je ne pense pas que l'Occident ait une stratégie, à part en faire encore davantage et espérer. Et l'un des espoirs, c'est que les Russes ne répondent pas. D'ailleurs, je crois l'avoir dit plus tôt : dans le scénario que j'ai élaboré, celui de la guerre à venir contre la Russie, j'ai dit que, pour l'instant, l'Occident parie sur le fait que la Russie ne répondra pas. C'est vraiment effrayant, quand on pense aux conséquences. Je pense que si j'étais à la place de Poutine, dans la situation de la Russie, si je devais répondre, je le ferais... je serais plutôt enclin à le faire ouvertement plutôt que de manière clandestine, parce qu'une réponse ouverte ferait réellement passer le message. Et les Russes ont dit qu'ils n'avaient pas écarté l'option de réponses contre les Européens, sur le territoire européen.

Et c'est un avertissement explicite. J'ai vu très, très peu de discussions à ce sujet. Pourtant, c'est un avertissement explicite aux Européens, et nous devrions vraiment l'écouter. Maintenant, voilà ce que je ferais si je décidais de répondre. Ce n'est pas ainsi que j'ai construit le scénario dans la newsletter Substack. Dans ce scénario, j'ai supposé que les Russes répondaient, puis que nous en arrivions à l'article 5. Mais je pense que, si j'étais Poutine, la première chose que je ferais serait d'appeler le président Trump et de lui dire : « Nous en avons assez. Nous allons répondre en attaquant ces zones d'Europe et en détruisant ces installations, à moins que les Européens ne s'engagent sans équivoque à cesser ces attaques et à arrêter de fournir ces armes à l'Ukraine. »

J'appellerais alors Starmer, Macron et Merz, et je leur dirais : « Nous allons mener des attaques contre vos sites de production de ces armes. Nous utiliserons des missiles balistiques conventionnels et des missiles hypersoniques. Vous n'avez aucune défense contre eux. Et à moins que nous n'obtenions de votre part un accord sans équivoque pour ne pas poursuivre ces attaques... » Eh bien, je serais très intéressé de voir ce qui se passerait. Mais c'est comme ça que je procéderaï, parce que cela donne aux Européens la possibilité de renoncer, plutôt que de simplement subir l'attaque. Mais le point concernant ces attaques — et j'ai aussi écrit un article sur la défense aérienne —, c'est que nous n'avons aucune défense contre ces armes. Nous avons un peu de défense contre les missiles balistiques, mais pas contre des salves de missiles balistiques.

Et nous n'avons aucune défense contre les missiles hypersoniques. Je me souviens, c'était en deux mille deux, juste après le 11-Septembre. Glenn, je travaillais alors au département de planification stratégique du MOD, le ministère britannique de la Défense. Nous examinions les conséquences d'une attaque comme le 11-Septembre, et les points de vulnérabilité. L'un d'eux concernait les infrastructures énergétiques. Par exemple, nous avons calculé que si une grande explosion se produisait dans une usine de gaz naturel, une station de réception ou un site de production, les conséquences seraient de nature sous-nucléaire. L'impact serait énorme, compte tenu des explosifs libérés. Et là encore, c'est quelque chose contre quoi nous ne pouvons rien faire.

Et il n'y a pas seulement les conséquences de l'attaque. Prenons des endroits comme Rotterdam ou Milford Haven, avec leurs très grandes raffineries. Il y a aussi les conséquences sur le système énergétique. Car le problème des infrastructures énergétiques — je parle après une longue et rude expérience — c'est qu'il faut beaucoup de temps pour les construire réellement. On ne peut donc pas simplement les remettre en marche comme ça. Et, sans surprise, pour reconstruire des infrastructures énergétiques, il faut des matières premières et du diesel pour effectuer les travaux. On parle donc de niveaux de dégâts qui se répercuteraient ensuite sur votre économie future, jusque dans la prochaine décennie.

Donc voilà, je pense, ce que je ferais. Maintenant, ce qui serait intéressant, évidemment, ce serait de voir quelle serait la réaction des Européens. Si j'étais Premier ministre dans ce pays, je démissionnerais, parce que je ne pourrais pas assumer un risque que je saurais incapable d'atténuer correctement. Et, je veux dire, la seule chose qu'on puisse dire, c'est que la Grande-Bretagne, ou d'ailleurs la France, ne pourrait répondre qu'avec des armes nucléaires. Mais ce serait, en substance, un acte de suicide national, dans la mesure où vous utiliseriez vos propres armes nucléaires contre la Russie, qui est l'État doté du plus grand arsenal nucléaire au monde. Et c'est un calcul majeur pour Poutine : décider s'il faut faire ça ou non.

Mais le risque global que cela implique est si profond qu'il est consternant qu'il n'y ait pas de débat sur ces risques dans l'opinion publique européenne. Si vous avez déjà fait de la gestion des risques — moi, j'en ai fait un peu — je ne peux pas dire que j'aime particulièrement ça, parce que je ne pense pas que ça fonctionne généralement. Mais les facteurs essentiels pour comprendre un risque, c'est d'abord : quelle est la probabilité que ce risque se concrétise ? Et ensuite : quel serait l'impact ?

Or, même si la probabilité que les Russes répondent à nos actions est d'environ dix pour cent, les conséquences seraient profondes. Pour moi, c'est donc un risque auquel il faut vraiment réfléchir longuement et sérieusement, afin de s'assurer d'en avoir mesuré toutes les implications. Parce que je pense que si nous examinons réellement ces risques, cela conduirait à une analyse très sobre.

Je pense aussi que, si l'on va prendre de tels risques — et en ce moment, nous les prenons sans en parler aux peuples européens — alors il faut avoir une discussion avec les populations. Il faut leur expliquer les risques auxquels on les expose, afin qu'elles puissent en débattre, politiquement, et décider si c'est bien ce qu'elles veulent. Pour l'instant, je n'en vois aucun signe. Pourtant, ce sont le genre de débats que nous devrions avoir publiquement, partout en Europe. L'Europe serait victime de cela. Et si vous voulez avoir une idée de ce à quoi l'Europe pourrait ressembler en cas d'une telle guerre, regardez simplement l'Ukraine.

Les systèmes énergétiques de l'Ukraine ont été méthodiquement détruits. Je pense que le PIB ukrainien a reculé d'environ trente pour cent. À mon avis, c'est sans doute davantage que cela, quand on aura vraiment fait toute la lumière sur la situation. À l'heure actuelle, l'Ukraine est un État défaillant. Elle ne peut survivre que grâce à la générosité européenne. Donc, de mon point de vue, si vous voulez voir à quoi cela ressemble, regardez l'Ukraine et posez-vous la question : est-ce un risque que nous sommes prêts à accepter pour l'Europe ? Et je ne pense pas que nous devrions l'accepter pour l'Europe. Je pense que nous devrions vraiment avoir cette discussion et réfléchir à un plan B. Et le plan B évident, c'est de trouver un moyen de revenir à la diplomatie.

#Glenn

Oui, la guerre de l'énergie en Ukraine est assez dévastatrice. Les Russes ne se sont pas seulement attaqués à toutes les grandes infrastructures énergétiques, et maintenant aux ports. Ils sont même descendus jusqu'aux stations-service elles-mêmes. Je crois que l'Ukraine compte environ sept mille stations-service dans le pays, ce qui est beaucoup. Mais les Russes se concentrent sur celles de l'est, surtout dans la région de Dnipropetrovsk. Enfin, c'est quelque chose qui, je pense, n'est pas encore vraiment apparu sur les radars en Occident, parce qu'on n'en est pas encore au point critique. Mais, en substance, ils mettent hors service les stations-service les unes après les autres. Je pense que cela va devenir un tout nouvel élément, en plus de la crise des effectifs et du manque de défenses aériennes. À mon avis, ce sera un facteur clé.

Mais ce n'est pas le cas, vous savez. Donnez-lui encore un mois ou deux. Je pense que ça va devenir un gros problème, parce que ça bloque une grande partie de la logistique. Oui. Mais je me dis sans cesse que les historiens du futur doivent vraiment regarder cette période, ces trente dernières années, avec horreur et stupéfaction. Parce que, vous savez, après la guerre froide, la grande stratégie globale de la Russie était de s'intégrer à l'Occident, de devenir un pays européen parmi d'autres. Ils ont renoncé à l'empire. Ils ont dit : « Nous n'avons pas besoin de ça. » Ils ont, en substance, mis tous leurs œufs dans le panier occidental. C'était leur seul objectif. Et même au regard de toute l'histoire, c'était probablement le meilleur moment possible pour que les Européens

de l'Ouest et les Américains trouvent une cause commune et une architecture de sécurité commune avec les Russes.

Les faire passer de notre côté du grand livre. Et la réponse a été : nous n'avons pas accepté ce oui comme une réponse. Nous l'avons essentiellement rejeté et nous sommes arrivés à la conclusion que, plutôt, construisons une Europe autour de l'OTAN et de l'Union européenne. En gros, on poursuivait la politique des blocs, mais tout le monde devait en faire partie en Europe, sauf le plus grand pays d'Europe : la Russie. Et ce qui m'étonne, c'est que si cela avait simplement été une erreur de calcul, si nous ne l'avions pas vu venir, ce serait une chose. Mais dans les années 1990, nos dirigeants politiques, nos chefs militaires, nos responsables du renseignement, ont discuté du fait que cela allait probablement... que cela allait aliéner les Russes. Que ce serait une catastrophe. En 2008, quand ils ont proposé une future adhésion à l'Ukraine, tout le monde savait que c'était clairement une ligne rouge.

Cela allait être très problématique, d'où une telle opposition. Mais, vous savez, des ambassadeurs aux chefs de la CIA, ils disaient : oui, cela risquait fort de provoquer une guerre. Et nous l'avons fait. C'est tout simplement stupéfiant. Je veux dire, comment en sommes-nous arrivés là ? Je sais que les responsables politiques peuvent subir des pressions. Ils cherchent le compromis. Mais nous savons comment nous en sommes arrivés là. Et il n'y a aucune volonté de prendre du recul et de repenser ce que nous avons fait. Au lieu de ça, on continue sur cette voie. Et, comme vous l'avez dit, il n'y a même aucun débat. Nous savons où cela mène. Nous intensifions nos attaques contre la Russie. La Russie va désormais devoir répondre d'une manière ou d'une autre. Nos dirigeants nous entraînent donc vers une guerre avec la plus grande puissance nucléaire du monde, qui, quelques années plus tôt seulement, avait pour objectif principal de s'intégrer avec nous. Et il n'y a aucune discussion, aucun débat, rien.

Toute dissidence est salie, qualifiée, vous savez, de « poutinisme » ou de je ne sais quelles autres formules enfantines. C'est vraiment sidérant que ce soit seulement possible. Et nous étions censés être les démocraties libérales, les sociétés ouvertes, capables de remettre les idées en question et de rectifier le cap si nous nous engagions sur une voie dangereuse. Or, c'est une voie très dangereuse, et il n'y a absolument rien. Je me demandais toutefois comment vous voyez les objectifs, ici. Parce que vous avez dit qu'il n'est pas certain que nous ayons réellement une stratégie. Mais si tout cela visait à instaurer, vous savez, une paix hégémonique par l'élargissement de l'OTAN, eh bien aujourd'hui, la survie même de l'OTAN pourrait être remise en cause. Elle pourrait être en jeu. Et malgré cela, toujours aucune discussion. Alors, quels sont selon vous les principaux objectifs maintenant, maintenant que nous avons creusé ce grand trou pour nous-mêmes et que, semble-t-il, nous n'allons pas arrêter de creuser ?

#Steve Jermy

Je pense que les principaux objectifs de l'establishment politique — avant, je les appelais l'élite, mais j'ai réalisé que le mot « élite » implique une forme d'excellence, et nous n'avons rien fait de tel. C'est

même l'inverse. Donc, l'establishment politique, je pense que son objectif est d'amener la Russie à la table des négociations et de parvenir à un accord de paix. Mais, bien sûr, ils le font depuis une position de faiblesse. Et là encore, je pense qu'ils ne comprennent pas vraiment à quel point les rapports de force militaires sont favorables à la Russie. Je ne dis pas que la Russie n'a pas de problèmes à gérer du fait de nos attaques sur son territoire, menées avec des systèmes d'armes occidentaux fournis aux Ukrainiens. Mais cela n'aura pas d'effet sur le champ de bataille.

Et la seule chose que cela fait, c'est que cela n'a absolument aucun effet sur le déroulement probable ni sur l'issue probable de la guerre. Mais cela augmente, comme vous le dites, la probabilité, ou la possibilité, d'une attaque contre l'Europe. Je pense que plusieurs facteurs entrent en jeu. Il y a, je pense, l'arrogance issue de la fin de la guerre froide, de la fin de l'Histoire, et l'idée que le système néolibéral occidental est le système dominant, et qu'il doit donc être le meilleur système. Il y a cela. Je pense qu'il existe un programme néoconservateur aux États-Unis, et quelque chose de similaire dans certains endroits en Europe. La Grande-Bretagne semble en souffrir, à ce que je peux voir. Je pense qu'il y a aussi la question des blocs : le bloc de l'OTAN et le bloc européen. Souvent, ces institutions finissent par avoir leur propre dynamique.

Et une fois qu'elles ont le pouvoir, elles n'aiment pas le lâcher. Et je pense qu'on le voit dans ces deux institutions. Celle que je connais le mieux, même si j'en connais raisonnablement bien les deux, c'est l'OTAN. Et je pense que ce que les Européens semblent incapables de comprendre, c'est que, même si elle a pu connaître le succès pendant toute la guerre froide, après la guerre froide, l'OTAN a été une institution défailante. Et la question de savoir si elle a réussi au Kosovo reste ouverte. J'ai moi-même participé à l'opération au Kosovo, en mer Adriatique. Ce que je ne réalisais pas à l'époque, mais que je comprends maintenant très bien, c'est que la justification juridique internationale de nos opérations au Kosovo était extrêmement douteuse. Plus douteuse, je dirais, que l'attaque de la Russie dans le Donbass. Ensuite, vous avez l'Afghanistan, pendant vingt ans.

L'OTAN était là depuis deux mille six. Donc, pendant plus de quinze ans. Vingt ans d'échec en Afghanistan. Et encore une fois, je dis souvent aux gens : si vous pensez que l'OTAN n'a pas pu vaincre les talibans, pourquoi pensez-vous qu'elle pourrait vaincre un adversaire de même niveau, doté, vous savez, de capacités industrielles et militaires importantes ? Et là encore, je ne vois aucune preuve qu'elle en soit capable. Mais malheureusement, il y a ce décalage institutionnel. Alors, vous savez, ceux qui veulent continuer à pousser à l'élargissement pensent qu'il s'agit de civiliser les pays de l'Est. Et les pays de l'Est, de leur côté, voulaient s'en éloigner. Ils veulent davantage d'équilibre, parce qu'ils n'ont pas apprécié la période passée en URSS. Ils pensent donc que l'OTAN est la solution. Mais l'un des problèmes de l'OTAN, c'est qu'elle repose sur une hypothèse qui, selon moi, est désormais manifestement fausse. Elle repose sur l'hypothèse suivante : la garantie, par l'OTAN, de la toute-puissance militaire des États-Unis. Et je pense que nous savons que ce n'est plus vrai.

Je ne dis pas que les États-Unis ne sont pas une force militaire très puissante. C'est une force militaire extrêmement puissante, mais ses capacités sont très largement axées sur l'air et la mer, et moins sur la terre. Ils n'ont pas une grande armée au regard de la taille du pays. Elle compte

environ quatre cent cinquante mille hommes. Peut-être quatre cent soixante-dix mille. Si on ajoute les Marines, on arrive à environ... je crois que les Marines sont environ cent soixante mille au total. Mais en réalité, si vous regardez la taille de l'armée russe, elle est d'un million et demi, et cela sans les réservistes, je crois. Regardez l'armée chinoise : trois millions.

Et quand vous regardez certains de ces défilés militaires, il est impossible de ne pas être impressionné par l'organisation militaire des deux nations. Et quand vous regardez autour de l'Europe, non seulement nous avons des forces qui souffrent d'années de sous-investissement, mais nous avons aussi des forces où, je pense, il manque des personnes ayant le bon état d'esprit pour être réellement intégrées aux forces armées, gagner des guerres et aller se battre pour leur pays. Il y a beaucoup moins d'appétit pour cela, je pense. Donc, je pense que ce retard institutionnel en fait partie. Je pense aussi qu'il y a un problème philosophique : l'OTAN s'est construite autour de l'idée de la dissuasion.

Nous devons dissuader la Russie de nous attaquer. Mais je dis souvent que, dans les faits, cela ne s'est pas traduit par de la dissuasion, mais par de la confrontation. Nous nous sommes donc rapprochés de plus en plus de la Russie dans une logique de confrontation, et nous sommes maintenant surpris que la Russie ait réagi. L'un des autres échecs évidents dans la réflexion de l'OTAN, c'est qu'elle n'était pas prête lorsque les Russes ont attaqué. Si nous savions que la Russie pourrait attaquer à la suite de notre expansion, alors pourquoi n'étions-nous pas prêts ? C'est donc, encore une fois, une autre raison de montrer que l'OTAN est une institution défailante et, je dirais, une institution qui a échoué.

Et je pense qu'une garantie de l'OTAN vaut bien moins que ce que les gens imaginent. À mon avis, si, dans les États baltes, un pays décidait de réprimer sa minorité ethnique russe, qu'il le faisait, et que la Russie réagissait à cette répression — et certains éléments indiquent que cela se produit —, si cela arrivait, est-ce que je voudrais verser du sang britannique pour soutenir cet État ? Est-ce que vous voudriez verser du sang norvégien ? Moi, non, si j'étais le Premier ministre de l'un ou l'autre pays. Donc je pense qu'il y a ce genre d'approche conflictuelle qui n'a pas marché.

Je pense que, de loin, la meilleure chose que nous pourrions faire, étant donné que les États-Unis ne sont pas omnipotents et que l'OTAN ne devrait pas être une pierre angulaire de notre défense, puisqu'elle a échoué, ce serait d'envisager des alternatives. Celle qui me vient à l'esprit — les gens la méprisent, pas moi — c'est l'OSCE. Et je pense que la clé de l'OSCE est dans le mot « coopération ». La Russie en est membre. Et même si elle n'a pas les capacités militaires de l'OTAN — capacités qui, soit dit en passant, sont très, très surestimées — elle réunit les bonnes personnes, parce qu'on y trouve les Russes, les Européens, et d'autres encore. C'est donc dans cette direction que je regarderais.

C'est un sacré pas à franchir pour en arriver là. Mais, en fait, ce que je vois, c'est que si nous commençons à envisager sérieusement de dissoudre l'OTAN, les bénéfices en matière de paix et de sécurité en Europe devraient sûrement être évidents. Je veux dire, si l'OTAN est dissoute, l'Ukraine n'

a aucune raison de vouloir y adhérer. Si l'OTAN est dissoute, alors nous pouvons réellement commencer à penser notre relation avec la Russie en termes de coopération, et dimensionner nos forces militaires en conséquence. Non pas les dimensionner pour mener des opérations offensives contre la Russie, mais pour assurer notre sécurité à plus long terme. Dans mon pays, par exemple, je m'intéresserais à la sécurité de nos mers, à notre accès aux matières premières.

La sécurité de mon espace aérien et, vous savez, de bonnes relations de coopération avec beaucoup d'autres pays. Voilà, c'est une longue réponse à une question courte, mais c'est ainsi que je réfléchirais à la question. Il me semble qu'il y a aussi des questions non résolues concernant l'Union européenne. Mais à condition qu'elle ne se militarise pas — ce qui serait une erreur majeure — alors je pense que l'Union européenne est moins importante. Je pense que les deux institutions échoueront d'ici la fin de cette décennie, pour des raisons structurelles différentes. Je ne vais pas vous ennuyer avec ce que je pense de l'Union européenne, mais je crois que les deux échoueront. Et je pense que nous nous en porterons probablement mieux, du fait de ces deux échecs.

#Glenn

Je pense que la raison pour laquelle l'OTAN a mieux fonctionné pendant la guerre froide, c'est que c'était... enfin, encore une fois, pas seulement parce que c'était une alliance défensive, mais parce que c'était une puissance de statu quo. Et c'est dans ce cadre-là que la dissuasion fonctionnait. Autrement dit, si vous faites A ou B, alors nous répondrons clairement. En tant que puissance de statu quo, vous communiquez donc clairement. On oppose la dissuasion au révisionnisme de l'adversaire. Après la guerre froide, ce qui s'est passé, c'est que l'OTAN est devenue révisionniste, avec son élargissement et la poursuite de ces guerres agressives. Je veux dire, vous pouvez justifier comme vous voulez l'élargissement et les attaques militaires, mais vous ne pouvez plus prétendre que l'OTAN est une puissance de statu quo. Elle modifie l'architecture de sécurité. Là encore, elle tente de faciliter une hégémonie collective. Et, euh, vous avez mentionné le Kosovo. Et, euh, oui, j'étais aussi dans l'armée en quatre-vingt-dix-neuf. Euh, je n'ai eu aucun rôle actif dans cette guerre.

Pas du tout. Mais j'étais simplement, vous savez, comment dit-on ? En service militaire obligatoire... appelé, oui, appelé. Mais ce que j'ai trouvé fascinant dans cette guerre, c'est qu'on a soutenu par la suite que, oui, l'attaque contre les Serbes n'était pas légale, mais qu'elle était légitime. En dissociant, au fond, la légitimité de la légalité. Et puis, bien sûr, la question est : qu'est-ce qui la rend légitime si elle n'est pas légale ? Et la réponse, c'était : les valeurs libérales démocratiques. Si c'est pour promouvoir la démocratie et défendre les droits de l'homme, alors c'est légitime, même si le droit international ne l'autorise pas. À partir de là, je pense que beaucoup de choses sont nées : l'idée que l'Occident a la prérogative de faire beaucoup de choses. Nous pouvons nous immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays.

Nous seuls, parce que nous appelons ça la promotion de la démocratie. Nous pouvons attaquer d'autres pays. Nous appelons ça l'interventionnisme humanitaire. Nous pouvons changer les régimes. Nous pouvons détacher des territoires d'autres pays. Tout à coup, cela ouvre la voie à un système

hégémonique, qui n'est acceptable pour personne d'autre. Et je pense que nous avons désormais détricoté une grande partie du droit international. Et puisque tout cet ordre hégémonique est terminé, nous devons nous demander : quel rôle l'OTAN est-elle censée jouer maintenant ? Parce que, oui, pendant la Guerre froide, elle pouvait... elle assurait la dissuasion, elle maintenait la stabilité de la politique des blocs. Dans l'ère post-Guerre froide, elle pouvait essayer de faciliter une hégémonie collective, quoi qu'on en pense. Mais maintenant que nous sommes sortis de l'ère hégémonique, ce n'est plus vraiment le moment pour l'OTAN d'expliquer comment elle va encore pouvoir jouer un rôle constructif. Bref, avez-vous une dernière réflexion ?

#Steve Jermy

Non, je ne pourrais pas être plus d'accord avec vous sur votre point concernant le prosélytisme des valeurs occidentales, que nous avons considérées comme les meilleures. Et je pense qu'aujourd'hui, le reste du monde nous regarde et se demande : mais qu'est-ce qui tourne mal, en Europe et aux États-Unis ? Et ils n'ont pas tort. Qui sommes-nous pour dire aux gens comment ils doivent diriger leurs pays ? Qui sommes-nous pour décider quels pays doivent être démantelés et lesquels ne le doivent pas ? On parle de changement de régime, mais on veut dire le renversement d'un gouvernement. Et je pense que votre remarque sur le droit et la légitimité est extrêmement juste. Parce qu'en réalité, si l'on n'est pas prêt à se conformer au droit international, qui décide de ce qui est légitime, et pourquoi ? Et qu'est-ce qui les qualifie pour prendre ces décisions en matière de légitimité ?

Je veux dire, je pense que nous avons fait tellement de dégâts en abordant les choses comme nous l'avons fait, qu'il est grand temps que nous, en Occident, arrêtons de penser au reste du monde et que nous réfléchissions aux dégâts que nous avons causés, aux raisons pour lesquelles nous avons agi ainsi, et aux moyens de changer. De toute façon, nous allons devoir changer à cause des conséquences économiques, qui découlent en grande partie de notre manière d'agir. Mais espérons le faire de façon bien plus éclairée. D'une manière qui nous permette réellement de revenir au droit international, aussi imparfait soit-il. Parce que c'est bien mieux que de nous imaginer que notre rôle dans le monde, et notre droit dans le monde, est d'intervenir autant qu'il nous plaît. Je ne sais pas. Je pense que l'Histoire jugera sévèrement l'Occident depuis la fin de la guerre froide. Et je pense qu'il est grand temps que nous commencions à y réfléchir, et à penser autrement, afin d'améliorer notre manière de penser à l'avenir, Glenn.

#Glenn

Eh bien, sur ces sages paroles, nous allons conclure. Merci beaucoup, Steve. Je vous remercie d'avoir pris le temps.

#Steve Jermy

Oui, avec plaisir. Continuez votre bon travail, Glenn.

#Steve Jermy

C'est vraiment important.